



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 25 SEPTEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ressources Humaines

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**CHSCT - Fixation du
nombre de
représentants du
personnel - Recueil
de l'avis des
représentants de
l'Etablissement**

L'an deux mille quatorze le vingt cinq septembre à dix huit heures trente, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Céline MAUBERT, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Alain PARLANTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Nathalie GONZALES pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Malika GUELLATI pouvoir à Claude PIANETTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY

ABSENT :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Jacques LECOINTE

Transmis le : 26 -09-2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 26/9/2014

Les élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale sont fixées au 4 décembre 2014.

Afin de répondre aux obligations réglementaires, il convient de procéder à la fixation du nombre de représentants du personnel au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et de décider du recueil ou non de l'avis des représentants de notre établissement .

Par ailleurs, la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1, ne fait plus référence à un nombre égal de représentants du personnel et de représentants de notre établissement.

Dans le cadre du dialogue social, les organisations syndicales ont donc été consultées sur ce point le 11 septembre dernier, soit plus de 10 semaines avant la date du scrutin, comme le prévoit la loi, et se sont prononcées sur un maintien du paritarisme au sein du CHSCT.

En conséquence et considérant que l'effectif apprécié au 1er janvier 2014, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 268 agents titulaires et stagiaires, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- Fixer à quatre le nombre de représentants titulaires du personnel au CHSCT et autant de représentants suppléants ;
- Décider le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de l'établissement égal à celui des représentants du personnel titulaire et suppléant, soit quatre, et autant de représentants suppléants ;
- Décider le recueil, par le CHSCT, de l'avis des représentants de l'établissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 59 voix pour et 3 abstentions : (AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 septembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.